

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

Un an déjà...

Il y a un an, les 9 et 16 mars 2008, se déroulaient les élections municipales.

Le paysage politique départemental s'en trouva modifié même si le rapport de force droite/gauche, comme en attestent les élections sénatoriales du mois de septembre 2008, demeure favorable aux socialistes dans le Finistère.

Un an après, dans quel état d'esprit se trouvent les nouveaux élus socialistes ? Quels ont été leurs premières décisions ? Quels chantiers ont-ils entrepris ? Comment s'organise la vie politique dans leurs communes ? Au sein de leur majorité ? Et vis-à-vis de leurs oppositions ?

"Un an déjà !", s'exclament en cœur les nouveaux élus socialistes. "Ça passe à une vitesse folle", constate Sébastien Miossec, maire de Riec-sur-Bélon, tandis que son homologue de Lannilis, Claude Guiavarc'h, a "l'impression que c'était hier".

"On ne se rend pas compte du temps qui passe car la fonction est très prenante et demande beaucoup de temps", expliquent Alain Queffelec et Yohann Nédélec, maires de Guipavas et du Relecq-Kerhuon. "Il n'y a pas de secret, si on veut bien comprendre les enjeux des dossiers il faut prendre le temps d'écouter tous les protagonistes", renchérit Sébastien Miossec.

Cependant, même si le temps passe très vite, des changements notables doivent être signalés dans plusieurs communes où, depuis la victoire de la gauche, la vie politique s'est apaisée. C'est particulièrement net à Moëlan-sur-Mer. "Notre liste ne s'intitulait pas «Vivre ensemble à Moëlan» par hasard", rappelle le nouveau maire, Nicolas Morvan. "Depuis que nous avons pris nos fonctions, et surtout depuis que le recours contre notre élection, déposé par nos adversaires, a été rejeté, l'ambiance de la commune est bien plus sereine".

Le Relecq-Kerhuon, endormi pendant longtemps, s'anime enfin.

SUITE PAGE 2

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 2/04/2009



**PRESSE
URGENTE**
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Les réussites de l'Éco-FAUR

Le 18 mars dernier, la commune de Saint-Yvi a été mise à l'honneur à l'occasion de la remise des "Éco forts" de "l'Éco-FAUR" qui s'est déroulée à la salle de l'Alizée à Guipavas.

Mis en place en 2005 par la Région, l'Éco-FAUR est un dispositif qui vise à promouvoir le développement durable en Bretagne.

"Nous accompagnons techniquement et financièrement les communes dans leurs projets d'aménagement urbain", ont expliqué Gérard Mével et Isabelle Thomas, en charge de ce dossier au Conseil régional.

Tout au long de l'année 2006, ils sont allés à la rencontre des élus des 21 pays de Bretagne pour expliquer la philosophie de ce nouveau dispositif qui devait répondre à quatre enjeux majeurs. D'abord, la lutte

contre le réchauffement climatique et l'usage raisonné de l'énergie. Ensuite, l'aménagement équilibré du territoire et la maîtrise du foncier. Mais aussi l'accueil des 400 000 nouveaux habitants qui viendront s'installer en Bretagne dans les prochaines années. Et, enfin, tout cela ne peut se réaliser qu'avec l'avis des citoyens qui doivent être associés aux prises de décisions.

A sa création, l'Éco-FAUR avait été vilipendé par des élus de droite qui n'avaient pas compris que la victoire de Jean-Yves Le Drian signifiait la fin de "la politique du guichet". Pourtant, le dispositif a largement démontré sa pertinence et son efficacité. 333 projets, émanant de

SUITE PAGE 2



EN CLAIR !

Rendez-vous le 1^{er} mai, dans la rue. Cette année, la fête des travailleurs reprendra tout son sens. Celui de la lutte des salariés pour le respect de leurs droits. Car, à l'origine, le 1^{er} mai était bien une journée de revendications, en particulier pour obtenir la journée de huit heures. Ce ne sont pas les manifestations qui résoudront la crise répètent inlassablement ministres et dirigeants du MEDEF. Certes. D'ailleurs les manifestants du 29 janvier et du 19 mars ne l'ont jamais cru. En revanche, ils savent qu'aucune avancée sociale, sous un gouvernement de droite, n'a été obtenue sans une forte mobilisation populaire. Les accords de Grenelle ne sont intervenus qu'après les grandes manifestations de mai 68 et, si Nicolas Sarkozy a pris quelques décisions pour le pouvoir d'achat, le 18 février, il a fallu que des millions de personnes descendent dans les rues le 29 janvier pour l'emploi, le pouvoir d'achat et les services publics.

PS 29

Un an déjà... (suite)

Les habitants des communes conquises par la gauche, il y a un an, voient déjà la différence

*** "Nous avons basé notre campagne sur le lien social", souligne Yohann Nédélec. "Et toutes les manifestations que nous avons organisées depuis un an nous confirment que les habitants ont vraiment envie de se retrouver, de donner de la vie à la ville".

Les victoires de la gauche aux municipales de 2008 se sont aussi traduites par une meilleure participation des citoyens à la vie municipale, dans le prolongement des campagnes électorales qui avaient particulièrement insisté sur cette dimension.



Daniel Couïc

"Nous avons, dès le début du mandat, organisé six réunions de quartiers, sans ordre du jour préalable", se souvient Daniel Couïc, nouveau maire de Pont-l'Abbé. "Toutes sortes de sujets ont été évoqués : le stationnement en ville, l'urbanisme, la collecte des déchets... 30 personnes avaient participé à la première rencontre, et plus de 90 à la dernière, ce qui montre bien l'intérêt des citoyens pour ce genre de discussions", se félicite l' élu bigouden.

A Moëlan-sur-Mer, même si la loi ne l'y oblige pas, la municipalité a mis en place quatre conseils de quartiers. "Nous nous sommes un peu inspirés de l'exemple de Lanester", explique Nicolas Morvan. "En plus, nous avons également créé trois comités consultatifs spécifiques pour la culture, les usagers du littoral et tout ce qui concerne l'enfance et la vie scolaire".

A Clohars-Carnoët, Jacques Juloux, le nouveau maire, a également organisé des réunions de quartiers mais il a aussi mis en place un conseil des sages et instauré un quart d'heure citoyen à la fin de chaque conseil municipal.

Le changement est moins net à Riec-sur-Bélon où Sébastien Miossec a pris la suite d'une municipalité de gauche. Mais là aussi le maire socialiste apporte une grande attention à associer la population. "Nous avons organisé plusieurs soirées d'échanges. En outre, les élus tiennent des

permanences et un registre d'avis a été mis en place. La consigne donnée à tous les élus est : on ne reste pas dans les bureaux".

Cette volonté de faire vivre la démocratie va de pair avec la conviction que le personnel municipal doit travailler dans de bonnes conditions pour pouvoir jouer pleinement son rôle au service des citoyens.

Dans les communes conquises à la droite, les nouveaux élus se sont très vite rendus compte qu'un effort particulier s'avérait nécessaire.

A Moëlan, un audit sur l'organisation des services municipaux a été engagé. Et le bâtiment des services techniques municipaux a été reconstruit.

A Lannilis aussi, Claude Guiavarc'h a commandé un audit. "Nous voulons vérifier s'il n'existe pas de doublons entre la commune et la communauté de communes".

Alain Queffelec, à Guipavas, n'a pas commandité d'audit mais partage la même conviction : dès le début du mandat, la répartition des tâches entre les élus et le personnel doit être définie, surtout dans une commune où les anciens élus avaient un peu trop tendance à s'effacer. "C'est en effet essentiel que les élus et le personnel travaillent côte à côte", confirme Sébastien Miossec.

Toutes les municipalités socialistes ont lancé des projets pour le développement de leur commune que les équipes de droite n'avaient pas programmés. A Lannilis, l'assainissement est la priorité puisque plusieurs centaines de maisons ne sont toujours pas raccordées à l'assainissement collectif. Au Relecq-Kerhuon une médiathèque doit voir le jour, tandis que la municipalité de Guipavas travaille sur un projet de maison des services publics. A Moëlan-sur-mer la commune va se doter d'un nouveau gymnase.

Autant de chantiers, menés en concertation avec les utilisateurs et le personnel municipal, de manière à apporter les services qu'attendent les administrés.



Nicolas Morvan

Les réussites de l'Éco-FAUR (suite)



Gérard Mével, Alain Queffelec et Jacques François

*** communes ou d'EPCI ont été soutenues pour un montant moyen de 80 000 euros. 26 % des communes de Bretagne, dont 60 % comptent moins de 2 000 habitants, ont reçu une aide de la Région : 44 pour les nouveaux quartiers, 134 pour les équipements publics et 155 pour les espaces publics.

C'est précisément pour cette catégorie que la commune de Saint-Yvi a été primée. "Nous avons lancé de nombreux projets d'urbanisme dans la commune", explique le maire, Jacques François. Plusieurs lotissements ont été mis en chantier et trois rues ont été requalifiées.

La Région a aidé 333 projets

"Nous avons tout repensé pour favoriser les piétons. Les trottoirs sont en pente douce, pour faciliter la circulation des poussettes et des fauteuils roulants, et les places de parking ont été enherbées".

Mais c'est pour la préservation d'un cours d'eau que Saint-Yvi a été distinguée. Dans le prolongement des rues réaménagées et à proximité des nouveaux lotissements coule un ruisseau. Cette zone humide a été préservée en espace naturel. Grâce à une passerelle en bois, il est possible de cheminer au-dessus du ruisseau qui est ainsi épargné. Une aire de jeux et de pique-niques a été installée. Outre l'aspect environnemental, ce projet a attiré l'attention du jury de l'Éco-FAUR parce qu'il contient également tout un volet pédagogique expliquant l'intérêt de la protection des zones humides.

Cet exemple, parmi tant d'autres, montre que la Région est en pointe dans le domaine du développement durable, comme l'a souligné Gérard Mével en conclusion de la cérémonie de remise des "Éco forts" 2009 : "Aujourd'hui, il n'est plus nécessaire de se déplacer en Suisse, en Allemagne, en Autriche pour visiter des réalisations exemplaires : elles existent chez nous, en Bretagne !".

Services publics : la contre-attaque

Parce qu'il est attaqué de toutes parts, les défenseurs du service public doivent s'organiser. Ils pourront ainsi mesurer l'ampleur du phénomène, analyser les méthodes utilisées par le gouvernement et imaginer les moyens de défendre et de développer le service public.

Voici l'objectif que s'est fixé Véronique Rahe-Hériaud, animatrice du groupe services publics au sein de la Fédération.

"Nous ne pouvons en effet que constater les coups portés contre les services publics sous toutes ses formes et nous sommes trop souvent désarmés lorsque le couperet tombe", constate l'élue de Châteaulin. "Nous réagissons trop souvent, au cas par cas, dans l'urgence".

C'est pour cette raison que la Fédération du Finistère du Parti Socialiste a décidé, sous l'égide de sa secrétaire fédérale, Annick Phan, de créer une commission fédérale chargée de réfléchir à ce sujet et d'en confier l'animation à Véronique Rahe-Hériaud, déléguée de la sixième circonscription, conseillère régionale, particulièrement engagée dans la défense des services publics, notamment dans la bataille pour la



Véronique Rahe-Hériaud : "Nous réagissons trop souvent dans l'urgence"

survie de l'hôpital de Carhaix. La première réunion de cette commission se déroulera le 3 avril, à 18 heures, au local du PS à Châteaulin.

Il s'agira de définir une méthodologie d'élaboration du diagnostic. En effet, "sous le coup de la colère et de l'émotion, nous ne prenons pas toujours le temps de mesurer

les conséquences des fermetures de classes, de bureaux de poste, de tribunaux, dans la vie quotidienne des citoyens", note Véronique Rahe-Hériaud.

Un travail de veille et de réflexion sera ensuite proposé aux sections. Il débouchera sur des propositions adoptées lors d'une convention fédérale.

LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



Le porte-à-porte grâce à internet

Avec
Olivier Ferrand

Olivier Ferrand, président du *Think Tank "Terra Nova"*, a participé, au mois de mars, à un séminaire organisé par son homologue américain le *"Center for american progress"*. Il en est revenu avec la conviction que les primaires sont le premier acte d'une campagne présidentielle victorieuse.

Cap Finistère : Quelles leçons la gauche française doit-elle tirer de la campagne de Barack Obama ?

Olivier Ferrand : Fondamentalement, il a innové. Il a changé la nature de la campagne. Jusqu'à présent, elles servaient surtout à convaincre les électeurs. Lui, il s'en est servi pour mobiliser ses supporters, pour créer un mouvement, une communauté autour de sa candidature. Trois ingrédients sont nécessaires pour réussir ce genre de campagne. D'abord,

une cause à défendre. Pour Barack Obama, c'était le changement. Ensuite, des infrastructures technologiques performantes. Internet a été l'épine dorsale de sa campagne. Et, enfin, le déploiement des militants sur le terrain. Deux millions de citoyens, soit dix fois plus qu'en 2004, ont diffusé le message de Barack Obama en porte-à-porte à travers tout le pays. 69 millions d'Américains ont reçu 5, 6 voire 7 fois la visite d'un de ces supporters. D'après les analyses du *"Center for american progress"*, ces contacts directs ont permis de faire basculer le vote d'un électeur sur 14.

Les démocrates ont utilisé les outils du XXI^e siècle pour mener une campagne du XIX^e siècle, basée essentiellement sur le contact direct avec les électeurs.

Cap Finistère : Le succès d'Obama confirme-t-il l'urgence d'organiser des primaires en France ?

Olivier Ferrand : Oui, les primaires ont été la première étape de la campagne

victorieuse d'Obama. D'ailleurs, le Parti Démocrate a tout fait pour qu'elles durent le plus longtemps possible de manière à ce que les candidats puissent parcourir le maximum d'États.

Cap Finistère : Quel rôle le Parti Démocrate américain souhaite-t-il jouer dans le mouvement progressiste mondial ?

Olivier Ferrand : Il ne faut pas comparer le Parti Démocrate et le PS français. La conception du militantisme n'est pas la même. Mais Howard Dean, le secrétaire du Parti, a joué un rôle déterminant. Les quatre années qui ont précédé l'élection ont été mises à profit pour tester la stratégie gagnante du nouveau président.

Avant de prendre la tête du mouvement progressiste international, le Parti Démocrate, par l'intermédiaire du *"Center for american progress"*, veut d'abord renouer des liens avec la gauche européenne et sud-américaine. C'était l'objet du séminaire auquel nous avons été invités. Une seconde rencontre doit se dérouler au Chili. En outre, dans cette optique, Howard Dean sera en Europe au début du mois d'avril.

Rendez-vous

3 avril

De 9 h 00 à 16 h 30 : Forum des territoires à Laval.

16 avril

20 h 00 : Réunion-débat avec Jean-Marie Delarue, contrôleur général des lieux de privation de liberté, à l'invitation de Jean-Jacques Urvoas, salle du Chapeau Rouge à Quimper.

28 avril

20 h 00 : Réunion publique avec Pierre Moscovici, Halles St-François à Quimper.

7 juin

De 8 h 00 à 20 h 00 : Élections européennes.

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €
Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

Annonces légales & judiciaires

**Cabinet Joseph DRONIOU
SELARL D'AVOCATS**

20, quai Commandant-Malbert
29200 BREST
Tél. 02 98 80 02 64 - Fax 02 98 43 18 46

APEYA.B

SARL au capital de 300 000 euros
Siège social : 18, rue Algésiras
BP 7303 - 29273 BREST CEDEX
392 095 212 RCS BREST

**CESSION
DE FONDS DE COMMERCE**

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à BREST du 18 mars 2009, enregistré aux Services des Impôts des Entreprises de BREST PONANT le 20 mars 2009 (Bord. n° 2009/343 - Case n° 10), la Société APEYA.B ci-dessus désignée, a cédé à la Société CROISIÈRE SAMBA BREST, SARL au capital de 10 000 € ayant son siège social à BOUAYE (44830) 1, ZI la Forêt - BP 21, identifiée sous le n° 510 593 874 RCS NANTES, son fonds de commerce de restaurant, exploité à BREST (29200) - 23, rue des Halles Saint-Louis, sous l'enseigne "AMOUR DE POMME DE TERRE" et pour lequel la Société APEYA.B est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BREST sous le n° 392 095 212, moyennant le prix de quatre cent trente mille euros (430 000 €).

L'entrée en jouissance a été fixée au 18 mars 2009.

Les oppositions seront reçues au Cabinet Joseph DRONIOU - 20, quai Commandant-Malbert - BP 51053 - 29210 BREST CEDEX 2, où domicile a été élu.

Pour unique insertion.

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous seing privé, en date du 6 avril 2009, il a été constitué une Société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : CAP GOURVILLY

Forme : Société par actions simplifiée.

Siège social : 41, route du Loch - 29000 QUIMPER.

Objet : L'activité d'achat, de vente de tous objets, notamment d'occasion, dont bijoux en métaux précieux et instruments de musique. Et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

Capital social : 15 000 euros divisé en 1 000 actions de 15 euros, réparties entre les actionnaires proportionnellement à leurs apports respectifs.

Durée de la Société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS.

A été nommé Président :

M. BERNARD Jean-Jacques, demeurant 14, rue des Sirènes - 56520 GUIDEL.

La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de QUIMPER.

Pour avis, La Gérance.

SCI 59 RUE JEAN MACÉ
SCI au capital de 1 500 euros
59, rue Jean-Macé - 29200 BREST
RCS BREST 504 700 113 NEF 6820B

Des délibérations, en date du 4 novembre 2008 de l'Assemblée Générale ordinaire, il résulte la publication suivante :

Cession de 500 parts (de 1 à 500) de M^{me} PARISSÉ Janna - 7, rue Bigot de Morogues, 29200 BREST, à M. BROUARD Philippe - 31, quai des Indes, 56100 Lorient.

Cession de 500 parts (de 501 à 1 000) de M^{me} PARISSÉ Janna - 7, rue Bigot de Morogues, 29200 BREST, à M^{lle} LAPERROUSE Sophie - Pont Méan, 29800 SAINT-DIVY.

Cession de 485 parts (de 1 001 à 1 485) de M^{me} PARISSÉ Janna - 7, rue Bigot de Morogues, 29200 BREST, à M. BERTELET Christophe - 6, Bodivy, 29450 SIZUN.

Cession de 15 parts (de 1 486 à 1 500) de M^{lle} TCHIRKOVA Anastasia - 7, rue Bigot de Morogues, 29200 BREST, à M. BERTELET Christophe - 6, Bodivy, 29450 SIZUN.

Le tout enregistré le 27 janvier à SIE BREST PONANT, bordereau 2009/119 case n° 13.

CHANGEMENT DE GÉRANTE à compter du 4 novembre 2008

Ancienne mention :

- Gérante : Madame PARISSÉ Janna - 7, rue Bigot de Morogues, 29200 BREST.

Nouvelle mention :

- Gérante : Mademoiselle LAPERROUSE Sophie - Pont Méan - 29800 SAINT-DIVY.

La Gérante.

**SELARL MICHEL PETERS
SELARL D'AVOCATS**

20, quai Commandant-Malbert
29200 BREST
Tél. 02 98 80 02 64 - Fax 02 98 43 18 46

GEORGIA

**Société à responsabilité limitée
au capital de 23 000 euros**
Siège social : 10B, Lann Kermarquer
56950 CRACH
437 993 967 RCS LORIENT

Aux termes d'une délibération en date du 17 décembre 2008, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés a décidé de transférer le siège social du 10B, Lann Kermarquer - 56950 CRACH à ZAC de Ty Ar Menez - 29470 PLOUGASTEL DAOU-LAS, à compter du 1^{er} janvier 2009.

La Société, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de LORIENT sous le n° 437 993 967, fera l'objet d'une nouvelle immatriculation auprès du Registre du commerce et des sociétés de BREST.

La Société ayant pour objet social la distribution de meubles et articles de décoration ainsi que toutes activités connexes et susceptibles d'en faciliter le développement et la réalisation, a été constituée pour 99 années à compter du 11 juin 2001.

Aux termes de la même assemblée, il a été décidé de modifier la dénomination sociale de "GEORGIA" en "LATITUDE NORTH" et d'étendre l'objet social à l'activité de distribution de produits de confort par tous moyens et notamment par la vente en ligne, et ce à compter également du 1^{er} janvier 2009.

Les statuts sont modifiés en conséquence.

Pour avis, La Gérance.

EN SAVOIR PLUS ...

Numéro spécial sur l'Histoire du socialisme



Le numéro de mars-avril de la revue *Historia* est consacré à l'Histoire du socialisme, du début du XIX^e siècle à nos jours.

Une place Général de Bollardièrre à Brest

Brest compte désormais une place Général Jacques Pâris de Bollardièrre (1907-1986), située dans le quartier de l'Harteloire.

Deux jours après le 19 mars, date anniversaire du cessez-le-feu en Algérie, François Cuillandre, accompagné de Simone Pâris de Bollardièrre, a dévoilé une plaque rendant hommage à ce militaire atypique, symbole de la lutte contre la torture et de la défense des droits de l'Homme.

Ce numéro a été tiré à
4 900 exemplaires

ADDITIF

Il est précisé que la partie des éléments visés dans l'annonce, parue le 13 mars 2009, concernant les sociétés "SOCIÉTÉ NOUVELLE BOUGEARD" et "PIERRES DE BRETAGNE IMMOBILIER", est constituée par les 18 lots de gérance de biens immobiliers et de la liste de propriétaires qui proposent de façon régulière leurs biens immobiliers en location simple sans gérance.